

# REVUE DE PRESSE



La CGT finances publiques en congrès national - Guidel

**jeudi 05 avril 2012**

La CGT Finances publiques tient son congrès national toute la semaine à Guidel-Plages. 300 personnes dont 220 délégués venus des 110 sections de toute la France sont réunis. Vendredi, ils éliront leurs représentants nationaux.

Pour Michaël Casas et Olivier Vadebout, actuels secrétaires nationaux : « **On veut réaffirmer le rôle de notre administration qui intervient de la gestion de la cantine municipale à celle de l'État.** »

Et de rappeler les nombreux postes supprimés. « **Au niveau national, 71,4 % des départs à la retraite ne sont pas remplacés, bien loin des un sur deux prévus par le gouvernement. On manque de moyens alors que la fraude fiscale est estimée à 45 milliards d'euros. Nos missions sont remises en cause.** »



# Le Télégramme

Lundi 9 avril 2012



Le congrès du syndicat CGT finances publiques s'est achevé vendredi, à Guidel, au terme d'une semaine de travaux réunissant près de 300 délégués venus de toute la France. Avec 12.000adhérents sur un total de 120.000 agents, la CGT est la deuxième organisation syndicale dans ce secteur. La nouvelle équipe élue à la tête du syndicat a fixé, parmi ses priorités, la lutte contre la politique d'austérité. «Nous devons mettre un terme à la casse du service public qui se traduit par la baisse des salaires et la dégradation des conditions de travail. Le service public n'est pas un coût mais un service partagé», déclare Michaël Casas, le tout nouveau secrétaire général. La CGT finances publiques a aussi décidé d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur la question de la fiscalité, un sujet qui anime les meetings et les débats. «Le problème n'est pas la dette mais celui de l'augmentation des recettes fiscales. Et sans imposer d'avantage les salariés. Il ne faut pas oublier que le niveau de la fraude fiscale en France s'élève, selon la Cour des comptes, à plus de 40 milliards d'euros. Mais nous n'avons pas les moyens humains pour y faire face», affirme Michaël Casas qui ajoute: «Aujourd'hui, les revenus du travail sont plus taxés que les revenus financiers. Il est temps de corriger ce déséquilibre».